UKRAINE : COMMENT SORTIR DE L’IMPASSE?

Hubert Vedrine

Ukraine : comment sortir de l’impasse?

Peut-on évoquer une nouvelle guerre froide entre la Russie et l'Occident? Malgré des similitudes, c'est différent. La guerre froide a été un affrontement idéologique et géopolitique global que pendant longtemps, l'URSS s'est dit persuadée de gagner. Elle présentait une alternative au « capitalisme» . Rien de tel aujourd'hui. Il n'y a pas d'idéologie poutinienne alternative, seulement des revendications nationales. En Ukraine, nous sommes confrontés à une tension géopolitique territoriale classique. L'important maintenant est de savoir si Vladimir Poutine, en Crimée, a simplement saisi une occasion comme en Géorgie, ou si c'est le début d'un plan systématique de restauration. On lui prête la formule: «Celui qui ne regrette pas l'Union soviétique n'a pas de cœur; mais celui qui veut la reconstituer n'a pas de tête». Espérons qu'il n'a pas oublié la seconde partie de cette réflexion. Quoi qu'en dise l'Occident, le retour de la Crimée dans le giron de la Russie n'est-il pas historiquement légitime? Historiquement peut-être, car la Crimée était clairement russe et que Poutine est devenu encore plus populaire pour avoir corrigé l'aberration de Kroutchev en 1954. Mais la manière de faire a inquiété même les alliés de la Russie (les Biélorusses, les Kazakhs). Il faut reconnaitre que la Russie qu'on a cru hors circuit garde un pouvoir de «nuisance résiduelle périphérique». Cela dit, la politique occidentale envers la Russie depuis 1992 a été à la fois désinvolte, provocatrice, ferme et molle en même temps, et finalement incohérente. D'abord de mauvais conseils américains sur le big-bang ultralibéral (le choc sans la thérapie!) qui a désintégré le système économique et social des Russes et installé la kleptocratie. Les promesses d'entrée de l'Ukraine dans l'Europe agitées avec légèreté, sans aucune chance de se concrétiser à court terme. Les velléités d'élargissement de l'OTAN à la Géorgie, à la Moldavie, à l'Ukraine et à l'Azerbaïdjan lancées à l'époque de Clinton puis de George W Bush: autant de provocations aux yeux de Moscou. Plus les systèmes anti-missiles aux portes de la Russie! Et plusieurs occasions de coopération Europe-Russie gâchées. Quant à l'Ukraine, elle aurait dû être traitée comme un «pont» économique et politique entre les deux ensembles, sans être sommée de choisir entre l'Occident et la Russie. Une «finlandisation» souple. Comment sortir de l'impasse? D'abord, que l'élection du 25 mai se tienne. Puis chercher une solution autour du respect de la souveraineté de l'Ukraine et de sa «finlandisation». Henry Kissinger lui-même estime que l'Ukraine n'a pas vocation à entrer dans l'OTAN (ce que George Bush père et James Baker avaient laissé espérer à Gorbatchev). Il y a quelques mois encore, on pouvait préconiser une Ukraine fédérale pour garantir les droits des minorités (russophones, les Tatars de Crimée), mais dans l'immédiat, cette solution serait instrumentalisée par la Russie. La garantie des minorités demeure toutefois un vrai sujet : les candidats à la présidentielle à Kiev devront s'engager sur ce point afin de priver Moscou de tout prétexte d'intervention. Ce concept d'Ukraine/pont éviterait des choix impossibles. Peut-être que Barack Obama, les Européens et Poutine y viendront, une fois passé le paroxysme de la crise mais cette perspective s'éloigne pour le moment. Je ne cherche pas à décharger Poutine de ses responsabilités, je rappelle que tous les torts ne sont pas de son seul côté. Détester Poutine ne fait pas une politique. Et d'une manière ou d'une autre, il faudra tenir compte de la Russie. Evidemment, une escalade provoquée ou tolérée dans l'est de l'Ukraine, pire, un report ou un sabotage de l'élection du 25 mai, rendraient impossible à court terme toute solution ou négociation. Or la situation dans l'est de l'Ukraine peut échapper à tout contrôle. Reste la question du leadership occidental… Depuis une vingtaine d'années, l'Occident est confronté à un énorme problème. Au moment où, avec l'effondrement de l'Union soviétique, il pensait avoir triomphé, envisageant une «fin de l'histoire» (sous leadership américain), voilà qu'au bout de quelques années d'hyperpuissance et d'unipolarité il prend conscience de l'apparition des émergents avec une redistribution du pouvoir qui se poursuivra, quelle que soit l'issue des péripéties avec la Russie. Fin, donc du monopole occidental, qui a duré plusieurs siècles. C'est colossal. En Europe, une sorte de lassitude historique l'emporte : on croit à la «communauté» internationale, à la prévention des conflits, via l'ONU, la punition des méchants par la Cour pénale, la société civile, etc... Les Etats-Unis, quant à eux, balancent entre des pulsions périodiques de contrôle de la planète, et le repli sur eux. Ces deux tendances s'affrontent au sein même des grands partis américains, Obama se situant au milieu, avec des discours brillants et une politique hésitante. L'Occident dans son sens large, européen et américain, est donc perturbé, car n'est-ce pas le logiciel même, de l'Occident, que d'être prosélyte et évangélisateur? S'il devait se borner à défendre ses intérêts dans un melting-pot de puissances une partie de lui-même ne se sentirait-elle pas privée de son âme, laquelle est investie de la mission civilisatrice de démocratiser le monde? Pourtant, à condition d'être réaliste, l'occident a toutes les cartes en main. Son handicap n'est-il pas aussi d'être une puissance éparpillée? Américains et Européens sont différents. C'est un ensemble civilisationnel, pas «une puissance». Au cours des deux guerres mondiales le peuple américain a répugné à s'engager. Il a fallu les provocations extérieures et les manœuvres de Wilson et de Roosevelt pour que cela se fasse. Quant à l'Europe, à la fois auteur, acteur, victime et champ de bataille, c'est peu de dire qu'elle était divisée. Ainsi n'est-ce pas l'Europe «qui a fait la paix», mais la menace stalinienne qui a fait l'Alliance, l'OTAN et même l'Europe. Le slogan «l'Europe c'est la paix» est chronologiquement faux. Ce sont les Américains et les Soviétiques qui ont d'abord imposé la paix en 1945. Par la suite, c'est le danger représenté par Staline et la très intelligente réponse de Truman qui ont été la vraie matrice de la construction européenne. Puis au fil des décennies les buts ont changé. Qu'est-ce que l'Europe? A terme une puissance? On y a rêvé au moment de l'âge d'or Kohl-Mitterrand-Delors qui a autorisé tous les espoirs. Si on fait l'Europe parce que l'union fait la force face au reste du monde, c'est encourageant. Mais si c'est parce que chaque nation est trop petite, ou au bout du rouleau et qu'elle s'en remet à l'Europe pour prendre la suite, c'est décourageant. Le discours stigmatisant des fédéralistes sur les nations et leur nécessaire dépassement, a créé une fracture dont on ne se remet pas car les peuples n'ont pas suivi. On le verra encore fin mai aux élections européennes, car à part 1% à 2% d'européistes purs et durs, il y aura 20 à 25 % de vrais antieuropéens. Le reste, que ce soit les abstentionnistes - le premier parti d'Europe - ou ceux qui votent malgré tout pour les partis de gouvernement) étant plus ou moins eurosceptique : des gens qui ne sont pas contre, mais qui n'ont plus confiance dans «l'Europe», mot valise qui alimente les attentes les plus confuses. Sceptiques mais pas hostiles. Le distinguo est essentiel. Les eurosceptiques peuvent (re)devenir positifs si l'on dissipe le flou anxiogène, si on clarifie durablement la répartition des pouvoirs entre le supranational et le national, dans un esprit delorien de subsidiarité; si l'on prévoit un terme à l'élargissement; si l'on choisit d'être dans le monde une puissance, (pacifique mais quand même une puissance) plutôt qu'une grosse O.N.G. Or on observe sur ce point un fossé entre les élites interventionnistes à la française et les peuples qui aspirent à une sorte de grande Suisse, confortable et sans prise de risques... Contradiction à surmonter autour de l'idée de pascal Lamy : La mondialisation civilisée. Enfin, l'indispensable assainissement des finances publiques doit être couplé à une croissance durable. Dans ce contexte, quel diagnostic posez-vous sur la France? Le contraste entre sa position réelle sur la scène mondiale, et son potentiel, et le pessimisme et le manque de confiance en soi des Français est navrant. L'antienne du «on ne va pas y arriver» est d'autant plus absurde qu'à peu près tous les pays développés, européens ou non, ont accompli les réformes de structure nécessaires pour maitriser les dépenses publiques, ou qu'ils y procèdent actuellement, même l'Espagne ou l'Italie. Seuls les États-Unis échappent à cette obligation du fait de leur capacité de rebond, mais aussi de leur impunité monétaire… Au moins 180 nations seraient enchantées d'être à la place de la France! Mais il y a en France beaucoup de dénis devant les faits, de goûts pour les solutions chimériques, une absence d'intérêts pour les bons exemples à suivre. Comme le dit Roger Pol Droit, nous adorons donner des leçons au monde entier, sans en recevoir de personne! Tout cela ne marche plus. En vérité, nous ne sommes pas pessimistes à cause de nos handicaps, (nous avons des handicaps, et des atouts), c'est l'inverse : nous nous sommes handicapés par notre pessimisme.. Il a plusieurs sources: l'inquiétude économique, pour l'emploi, une mondialisation perturbatrice qui nous prend à rebrousse-poil, mais aussi une sorte de nostalgie vexée de notre grandeur passée, et sur l'histoire un masochisme expiatoire aux antipodes d'une salutaire lucidité historique. La France est étonnante : Un pays prétentieux (fille aînée de l'Eglise, patrie des droits de l'homme, chargée de civiliser le monde, qui a cru que l'Europe serait une France en plus grand) et déprimé en même temps! Pour nous en sortir il faut un déclic, en utilisant tous nos atouts. Pour surmonter les multiples résistances politiques, sociales, syndicales, corporatistes, des lobbys, il faut un accord bipartisan - les partis faisant à ce moment clef prévaloir l'intérêt général - autour de quelques réformes essentielles que tout le monde connait maintenant, et que le président et le gouvernement se sont résolus à engager.

Source:Https://Www.hubertvedrine.net

02/05/2014